

# **UNE POPULATION MEPRISEE ET MALTRAITEE PAR L'ETAT ET SES ELITES !**

Camarades, Travailleurs des Services et Etablissements de la Santé, du Social et du Médico-Social, de l'Education Nationale, Professionnels libéraux, Population de Guadeloupe,

***Nou tout dakò, sé pa politik sanité, sé pa syans, sé pa mèdsin, tousa sé méchansté.***

Ainsi, depuis le 17 Juillet 2022, nous sommes des milliers à dénoncer cette violence perpétrée par l'Etat et ses élites, sous prétexte d'urgence sanitaire.

Ce déploiement de dispositions liberticides, anti sociales, anti sanitaires, inhumaines à l'encontre des professionnels de soins, du médical et du médico-social, des salariés et libéraux, des personnels de l'Education Nationale mais aussi à l'encontre de tous les Guadeloupéens, singulièrement les personnes les plus vulnérables, ne relèvent d'aucune politique sanitaire, d'aucune politique de soins, mais de la seule volonté d'humilier, de soumettre, d'asservir, de réprimer tous ceux qui osent dire **NOU PA DAKÒ**, tous ceux qui osent montrer un autre chemin. Et cela en dehors de toute logique, de tous bon sens, de toute humanité.

## **UN ETAT, UNE ELITE AU SERVICE DE SES PROPRES INTERETS !**

Nous en sommes là : Un régime totalitaire, un gouvernement, des institutions, des élites politiques, sans humanité, sans gêne, sans scrupule, qui ne sont pas au service de l'intérêt général, qui ne sont pas au service de la population mais servent leurs propres intérêts.

Nou Gwadeloupéyen, qui combattons depuis des siècles pour la liberté, le respect, la dignité et l'égalité entre les hommes depuis des siècles, savons jusqu'où peuvent aller ces dérives.

## **NOU PÉKÉ LAGÉ !**

Après le préfet ROCHATTE, après les Elus et Parlementaires de Guadeloupe mobilisés, après le Ministre CARENCO, c'est au tour du directeur de l'ARS de prendre la poudre d'escampette. Ce dernier refuse de nous recevoir, le même qui disait être ouvert au dialogue. **DISPARET PRAN-Y ! devant l'ampleur du désastre, que des décisions absurdes et irresponsables ont plongé un peuple tout entier.**

Nous affirmons que contrairement aux dires du Directeur de l'ARS, la décision du tribunal administratif a une portée générale non seulement pour l'ensemble des salariés suspendus qui ont reçu un arrêté de suspension à effet rétroactif, et ils sont plusieurs centaines dans cette situation pour un coût total de plus de 5 millions d'euros de rappel de salaires ; mais aussi pour tous les salariés et libéraux, victimes des décisions sauvages et inhumaines de suspension.

Nous soutenons que les décisions scélérates du CHU l'ont été sur la base de faux.

Nous affirmons que les personnels suspendus sont victimes de discrimination car, aussi bien le CHU que l'ensemble des établissements relevant de l'obligation vaccinale ont mis en place des critères discriminatoires pour assurer un semblant de fonctionnement des services ***davwa pa ni pon moun ki ni chéma a yo-la.***

En outre, ces décisions illégales de suspension et ces dispositions discriminatoires ont engendré des risques psycho-sociaux graves au sein du personnel des établissements concernés mais aussi une détérioration significative de l'offre de soins en Guadeloupe.

Alors, M. LEGENDART, Parlons-en !

**NOU PARÉ et seront devant l'ARS à DOTHEMARE LUNDI 12 SEPTEMBRE 2022 dès 08H30.**

Camarades, Travailleurs des Services et Etablissements de la Santé, du Social et du Médico-Social, de l'Education Nationale, Professionnels libéraux, Population de Guadeloupe, NOU KA

## **SANBLE DOUVAN ARS DOTEMA !**

**LENDI 12 dépi 8 tè é dimi (08 :30)**